



Un rapport de l'OLAF met à nu les mécanismes des détournements de l'aide européenne destinée aux camps de Tindouf (ESISC)

Bruxelles-Un récent rapport de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) a révélé les mécanismes des détournements des aides humanitaires destinées aux populations séquestrées dans les camps de Tindouf, affirme lundi l'Institut européen des études stratégiques (European Strategic Intelligence and Security Center- ESISC).

L'ESISC, dont le siège est à Bruxelles, affirme avoir eu connaissance de ce rapport confidentiel, fruit d'une enquête menée par l'OLAF, qui met en exergue la persistance du flou entretenu par Alger et la direction séparatiste autour du nombre réel des populations détenues dans les camps de Tindouf, outre le manque de transparence et de responsabilité du Croissant Rouge algérien et le déficit du monitoring. Pour les besoins de cette enquête de six mois, menée à Bruxelles (auprès de l'ECHO, l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne), ainsi qu'en Algérie, au Maroc et dans d'autres pays de la région, l'OLAF "a utilisé les moyens les plus sophistiqués, allant jusqu'à dissimuler des balises de géo-localisation dans des containers destinés au Polisario ", indique l'ESISC.

"A l'arrivée, les découvertes qui ont été faites valaient bien cet effort inédit : ainsi, une fois que l'aide humanitaire arrive à Oran, elle met en moyenne 48 jours pour être finalement acheminée aux Camps de Tindouf alors qu'une grande partie des chargements ne parvient jamais aux populations sahraouies dans le besoin", poursuit la même source, précisant que le rapport de l'OLAF détaille comment le "croissant Rouge algérien est le premier bénéficiaire du détournement de l'aide, suivi par les dirigeants du +Polisario+ qui profitent de cette manne financière pour acquérir des armes, mais aussi et surtout des biens immobiliers personnels aux Canaries ou en Espagne".

"Les enquêteurs de l'OLAF sont allés jusqu'à localiser avec précision les caches utilisées par les chefs du Polisario pour stocker l'aide détournée avant de la redistribuer sur les marchés sub-sahariens. Ils ont également identifié les responsables du Front Polisario coupables de ces détournements et ont retrouvé une partie des villas de luxe achetées dans le sud de l'Europe", indique l'ESISC.

"Comme il est de règle, une partie de l'aide humanitaire européenne est fournie sous forme de fonds devant servir à financer des achats sur place, donc en Algérie", rappelle l'ESISC, soulignant que " les autorités d'Alger appliquent, illégalement, des taxes sur ces achats".

"En d'autres mots, non seulement l'aide est détournée mais de plus, l'Etat algérien récupère les taxes sur des biens achetés sur son territoire! In fine, une part de l'argent des contribuables européens destiné à l'aide humanitaire sert donc à enrichir l'Etat algérien par le biais de son système fiscal", déplore l'Institut. L'ESISC rappelle, par ailleurs, que l'Office européen de lutte antifraude n'est pas le seul à mettre en évidence ces pratiques mafieuses, en totale contradiction avec le droit humanitaire. De nombreuses enquêtes diligentées par plusieurs ONG internationales ont, elles aussi, établi l'existence sur les marchés, notamment mauritanien et algérien, d'importantes quantités de vivres provenant de l'aide humanitaire internationale.

Dernière modification 26/04/2010 17:12.
©MAP-Tous droits réservés